



**MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS
INTELLECTUELLES**

MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE

OPERATION : Palais de Tokyo – Remise à niveau technique partielle

OBJET DU MARCHÉ : Mission de contrôleur technique

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Date : **juin 2025**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1 - Objet du marché	5
1.2 - Découpage en tranches	5
1.2.1 - Découpage en tranches :	5
1.2.2 - Affermissement des tranches	5
1.2.3 - Indemnité d'attente	5
1.2.4 - Indemnité de dédit pour non-affermisssement de la tranche optionnelle	6
1.3 - Intervenants	6
1.3.1 - Maîtrise d'ouvrage :	6
1.3.2 - Mandataire	6
1.3.3 - Maîtrise d'œuvre :	6
1.3.4 - Ordonnancement, pilotage et coordination :	6
1.3.5 - Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé :	6
1.3.6 - Coordination des systèmes de sécurité incendie :	6
1.4 - Contraintes et limites des prestations dues par le titulaire technique	6
1.4.1 - Contraintes	6
1.4.2 - Nature du contrôle	6
1.5 - Mode d'attribution des travaux	7
1.6 - Sous-traitance	7
1.7 - Conduite des prestations	7
1.8 - Décision de poursuivre	8
1.9 - Prestations similaires	8
1.10 - Travail dissimulé	8
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	8
2.1 - Pièces particulières	8
2.2 - Pièces générales	9
ARTICLE 3 - NATURE ET DOMAINE D'INTERVENTION DU TITULAIRE	9
3.1 - Solidité des ouvrages (Mission L, LE et P1)	9
3.2 - Sécurité des personnes (mission S - SEI)	10
3.3 - Mission Hand	10
3.4 - Mission F relative au fonctionnement des équipements	11
3.5 - Mission Ph relative à l'isolation acoustique des bâtiments	11
3.6 - Mission Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie	11
3.7 - Mission GTB relative à la Gestion technique des bâtiments	11
3.8 - Contrôle initial des installations électriques (VIEL)	11
3.9 - Mission ENV relative à l'environnement	11
ARTICLE 4 - ELEMENTS DE MISSION	11
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION DES MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE	12

5.1 – Dispositions générales	12
5.2 – Intervention en phase de conception	13
5.2.1- Intervention en phase APS	14
5.2.2- Intervention en phase APD	14
5.2.3- Intervention en phase PRO-DCE	14
5.2.4- Intervention en phase ACT	14
5.3 – Intervention en phase de réalisation	15
5.4 – Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement	15
ARTICLE 6 - PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT DE LA MISSION	16
6.1 - Forme et contenu des prix	16
6.2 - Détermination des prix de règlement	16
6.2.1. Nature des prix	16
6.2.2 - Mode d'établissement des prix du marché :	16
6.2.3 - Choix de l'index de référence :	16
6.2.4 - Modalités de révision des prix	16
6.3 - Modalités de règlement	17
6.3.1 - Avance	17
6.3.2 - Acomptes	17
6.3.3 – Paiement du solde - Décompte final - Décompte général	18
ARTICLE 7 - ARRET DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS	19
ARTICLE 8 - RESILIATION	19
8.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général	19
8.2 - Résiliation du marché aux torts du titulaire	20
8.3 - Résiliation pour perte de l'agrément de contrôleur technique	20
8.4 – Exécution de la prestation aux frais et risques	20
ARTICLE 9 - DELAIS - PENALITES DE RETARD - PROLONGATION DE DELAI	20
9.1 Délais prévisionnel d'exécution des prestations	20
9.1.1 Prestation relevant de la part forfaitaire	Erreur ! Signet non défini.
9.1.2 Délais en phase de conception	20
9.1.3 Délai en phase de réalisation et de période de garantie de parfait achèvement	21
9.2 Dépassement du délai d'exécution non imputable au titulaire	21
9.3 Prolongation du délai d'exécution	21
9.4 Pénalités	21
9.4.1 - Généralités	21
9.4.2 Dépassement des délais de production des documents	22
9.4.3 - Production des documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du Code du travail	22
9.4.4 - Production des attestations d'assurance de responsabilité civile en cours de chantier et après travaux et de responsabilité civile décennale	22
9.4.5 - Transmission des contrats de sous-traitance à l'acheteur.	22
ARTICLE 10 - ACHEVEMENT DE LA MISSION	22
ARTICLE 11 - CLAUSES DIVERSES	23
11.1 - Cautionnement - Retenue de garantie	23
11.2 - Assurances	23

11.2.1 - Assurance décennale : _____	23
11.2.2 - Responsabilité professionnelle autre que décennale : _____	23
11.2.3 - Assurance complémentaire : _____	23
11.2.4 - Justification : _____	23

ARTICLE 12 - UTILISATION DES RESULTATS _____	24
---	-----------

ARTICLE 13 - OBLIGATION DE DISCRÉTION _____	24
--	-----------

ARTICLE 14 – REGLEMENT DES LITIGES _____	24
---	-----------

ARTICLE 15 TRAITEMENT DES DONNEES ESSENTIELLES AYANT LE CARACTERE DE DONNEES PERSONNELLES _____	24
--	-----------

ARTICLE 16 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX _____	25
--	-----------

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché

Le présent marché de prestations intellectuelles a pour objet l'intervention du contrôleur technique concrétisée par des actes et avis rendus dans les conditions des articles R. 125-17 et suivants du Code de la construction et de l'habitation et portant sur les natures et domaines définis à l'article 3 ci-après pour la conception et la réalisation de l'aménagement de l'opération :

Remise à niveau technique partielle du Palais de Tokyo

L'objectif principal de l'opération est de rénover le clos-couvert et les installations courant fort et de remplacer les éléments amiantés au cours d'une opération de travaux qui se déroulera lors de la fermeture du Palais de Tokyo et qui devra être réduite autant que possible. Si les conditions de réalisation le permettent, des travaux sur les installations courant faible ainsi que sur les équipements de chauffage, ventilation et climatisation pourront être envisagés.

Le but de ces travaux est d'améliorer les performances environnementales du bâtiment en cohérence avec le niveau d'intervention envisageable au regard des contraintes du site, ainsi que le confort thermique des espaces de travail.

L'opération est décrite dans le Programme Technique Détaillé (PTD) joint au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).

Le montant des travaux est estimé à **20 000 000,00 € HT (valeur avril 2023)**.

Les missions qui sont confiées au titulaire du présent marché comprennent la mission de base (solidité des ouvrages, sécurité des personnes) et les missions complémentaires fixées à l'article 3 du présent CCP. Elles seront exercées en conformité avec la Norme NF P03-100 complétée par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de contrôle technique approuvé par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999, lui-même complété par des dispositions fixées dans le présent document.

Le présent marché est un marché à prix global et forfaitaire.

1.2 - Découpage en tranches

1.2.1 - Composition des tranches

Le marché comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle :

- la tranche ferme porte sur la phase étude (jusqu'au stade de l'APD de la maîtrise d'œuvre),
- la tranche optionnelle porte sur la fin de la phase étude (PRO/DCE) et la réalisation des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

La tranche ferme est décomposée selon les phases suivantes :

- 1ère phase : Intervention en phase APS
- 2 ième phase : Intervention en phase APD

La tranche optionnelle est décomposée selon les phases suivantes :

-

- 3 ième phase : Intervention phase PRO-DCE
- 4 ième phase : Intervention en phase ACT
- 5 ième phase : Intervention en phase réalisation des ouvrages (DET)
- 6 ième phase : Réception des ouvrages (AOR)
- 7 ième phase : Examen des travaux effectués pendant la GPA

1.2.2 - Affermissement des tranches

La tranche optionnelle du marché sera affermie par une décision de l'acheteur notifiée au titulaire au plus tard 1 an après la notification du marché au titulaire.

1.2.3 - Indemnité d'attente

Il ne sera versé aucune indemnité d'attente au titulaire.

1.2.4 - Indemnité de dédit pour non-affermissement de la tranche optionnelle

En cas de non-affermissement de la tranche optionnelle par l'acheteur, il ne sera versé aucune indemnité de dédit au titulaire.

1.3 - Intervenants

1.3.1 - Maîtrise d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est la Direction Générale de la Création Artistique (DGCA) du ministère de la Culture.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « le maître d'ouvrage ».

Il est cependant précisé que, sauf mention contraire spécifique, tous les actes relevant du maître d'ouvrage sont assurés par le mandataire.

1.3.2 – Mandataire de la maîtrise d'ouvrage

Le mandataire désigné par le maître d'ouvrage conformément convention de mandat en date du 9 juillet 2024 est :

L'opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture (OPPIC),
Représenté par son président, Christian Mourougane

Il est désigné dans les différents documents contractuels sous le nom de : « l'acheteur » ou « du pouvoir adjudicateur ».

1.3.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est confiée au groupement d'opérateurs économiques composé de AGENCE ENGASSER ET ASSOCIES (Mandataire), ARTELIA, RFR et AAGROUP.

1.3.4 - Ordonnancement, pilotage et coordination

L'OPC n'a pas encore été désigné à ce stade du projet.

1.3.5 - Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Le CSPS n'a pas encore été désigné à ce stade du projet.

1.3.6 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La mission CSSI sera assurée par la maîtrise d'œuvre.

1.4 - Contraintes et limites des prestations dues par le titulaire

1.4.1 - Contraintes

Dans le cadre de ses prestations, le titulaire doit prendre en compte les contraintes liées au site, à l'environnement et à l'architecture du bâtiment.

1.4.2 - Nature du contrôle

Le choix des aléas techniques dont la prévention est recherchée est explicité à [l'article 5](#) du présent CCP et est conditionné notamment par le respect des exigences essentielles suivantes :

- résistance mécanique et stabilité du bâtiment,
- sécurité en cas d'incendie ou de panique, tant en ce qui concerne le personnel que le public,
- sécurité d'utilisation,
- sécurité des installations techniques,
- accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

1.4.3 - Limites des prestations

L'intervention du titulaire porte sur les études et les travaux de remise à niveau technique du Palais de Tokyo qui seront réalisés dans le domaine délimité par le présent document.

1.5 - Mode d'attribution des travaux

Les travaux seront dévolus en lots séparés ou en marché global et feront l'objet des procédures prévues par le Code de la commande publique en fonction des seuils observés et des prestations à réaliser.

Il est précisé que le découpage en lot se fait en concertation avec l'acheteur au niveau de l'avant-projet définitif (A.P.D.).

A cette fin, le dossier de consultation des entreprises (D.C.E.) devra comporter tous les éléments permettant aux entreprises de s'engager sur un prix forfaitaire.

Un planning définitif de remise des dossiers de consultation des entreprises sera alors établi.

1.6 - Sous-traitance

Les dispositions du Code de la commande publique relatives à la sous-traitance dans les marchés publics (articles L. 2193-1 et suivants, R. 2193-1 et suivants) sont applicables.

Il est précisé par ailleurs que :

- Les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles au moins équivalentes, pour les tâches à effectuer, à celles des personnes désignées à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.
A défaut, l'acheteur pourra récuser le sous-traitant proposé.
- Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché est (sont) tenu(s) de communiquer le ou les sous-traité(s) le(s) liant au sous-traitant à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande.
Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché qui, sans motif valable, 15 jours après avoir été mis par écrit en demeure de le faire, ne communique(nt) pas un sous-traité, encourt (encourent) la pénalité fixée à l'article 9.5.5 du CCP.
- Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, il est précisé que l'acheteur n'acceptera pas la mise en place d'une délégation de paiement et exigera du sous-traitant dit de 1er rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

1.7 - Conduite des prestations

Le titulaire désigne nominativement son représentant chargé de la conduite des prestations ainsi qu'un suppléant de même compétence et capable de le remplacer en cas d'empêchement. Ces deux personnes physiques sont désignées nominativement à l'annexe n°2 de l'acte d'engagement.

Le titulaire adaptera sa disponibilité au besoin de la mission sachant que la personne désignée doit pouvoir répondre aux sollicitations de l'acheteur dans le délai de **3 jours**.

Il est fait application des dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI dans le cas où le titulaire présenterait à l'acheteur un remplaçant à la personne physique nommément désignée à l'annexe n°2 de l'acte

d'engagement. Le titulaire devra soumettre à l'agrément du maître d'ouvrage tout changement affectant cette personne.

Le remplaçant devra justifier d'une expérience professionnelle et de compétences équivalentes à celles de la personne désignée à l'acte d'engagement du marché. A défaut, le remplaçant sera récusé.

Dans ce cas et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire dispose d'un délai de **7 jours** pour proposer un autre remplaçant.

Le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus à toute nouvelle personne désignée pour le remplacer ou lui succéder, même temporairement.

Le passage de consigne fait l'objet d'un procès-verbal.

1.8 - Décision de poursuivre

Lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée soit à la conclusion d'un avenant soit à la notification d'une décision de poursuivre prise par l'acheteur.

Si l'augmentation entraînée par la décision de poursuivre est supérieure à **20 %** du montant contractuel, le titulaire aura droit à être indemnisé du préjudice qu'il a éventuellement subi du fait de cette augmentation.

1.9 - Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestations similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

1.10 - Travail dissimulé

Conformément aux dispositions des articles L8221-3, L8221-5 et L8222-1 du Code du travail sur le travail dissimulé, le titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira à l'acheteur, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D. 8222-5 et -7 du Code du travail.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

En application de l'article R. 2191-46 du Code de la commande publique, l'acheteur remet à la demande du titulaire, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, ou un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

2.1 - Pièces particulières

- l'Acte d'engagement (AE) et ses 2 annexes :
 - annexe 1 : désignation de sous-traitant ;
 - annexe 2 : organigramme et composition de l'équipe proposée pour la réalisation des missions ;
- le Cahier des clauses particulières (CCP) et ses 4 annexes :
 - annexe 1 : programme général ;
 - annexe 2 : calendrier de l'opération ;

- annexe 3 : convention EDIFLEX ;
- annexe 4 : plans ;
- la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- l'offre technique du titulaire

2.2 - Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article n°2 de l'acte d'engagement :

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles ;
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés de contrôle technique approuvé par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999 et la Norme NF P 03-100.

ARTICLE 3 - NATURE ET DOMAINE D'INTERVENTION DU TITULAIRE

Les missions confiées au titulaire sont les suivantes, telles que définies par le décret n°99-443 du 28 mai 1999 et son annexe A ainsi que la Norme NF P 03-100, complétés par les dispositions du présent Cahier des Clauses Particulières :

- Mission de base :
 - Mission L
 - Mission S – SEI
- Missions complémentaires :
 - Mission LE
 - Mission P1
 - Mission Hand
 - Mission F
 - Mission Ph
 - Mission Th
 - Mission GTB
 - Mission VIEL
 - Mission ENV

3.1 – Solidité des ouvrages (Mission L, LE et P1)

La mission Solidité L est complétée par les missions LE et P1 telles que définies dans la norme NF P 03-100.

La solidité des ouvrages neufs et leur incidence sur les existants et avoisinants est contrôlée par la vérification de la capacité des ouvrages à résister aux actions permanentes ou répétées auxquelles ils sont soumis, du fait de leur conception, telles que charges propres, mouvements différentiels, réactions du sol, ainsi que du fait des agents extérieurs, tels que charges de service, agents climatiques, corrosion.

Cette mission porte sur la totalité des ouvrages existants ou réalisés dans le cadre de la présente opération.

*** Mission LE :**

Mission relative à la solidité des existants :

Défauts de compatibilité des existants avec les travaux neufs et du fait de ces travaux.

*** Mission P1 relative à la solidité des équipements non indissociablement liés :**

Cette mission est à mener pour tous les ouvrages neufs et existants.

3.2 - Sécurité des personnes (mission S - SEI)

Cette mission porte sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions et le respect des exigences de la réglementation en vigueur relative à la sécurité des personnes dans les constructions.

Le contenu de cette mission est défini à l'annexe A de la Norme NF P 03-100 complétée par le présent document.

Les documents écrits relatifs à cet élément de mission devront être remis à l'acheteur sous format « .pdf ».

La mission concerne les aspects de la sécurité du personnel et du public qui font l'objet d'une réglementation spécifique dans les conditions fixées à [l'article 5](#) du présent CCP et les autres aspects qui peuvent mettre en cause la responsabilité des constructeurs face aux aléas techniques générateurs d'accidents corporels.

Parmi ces aléas techniques, on peut citer :

- l'effondrement de la construction dans son ensemble ou de l'une de ses parties ;
- les effets de la foudre, les risques d'asphyxie et d'explosion, les risques d'accidents domestiques dus à la construction : risques de circulation, risques électriques et mécaniques ;
- les aléas techniques générateurs d'accidents corporels qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions législatives ou réglementaires, relatives à la sécurité des personnes dans les constructions. Cette partie de la mission ne s'étend donc, à titre d'exemples, ni aux aléas relatifs aux nuisances et aux pollutions, ni aux aléas visés par d'autres rubriques des conditions générales du présent marché de contrôle, notamment à la solidité qui est ici réputée acquise ; elle ne comprend pas le contrôle du fonctionnement mais inclut celui des dispositifs réglementaires de sécurité ;
- les dispositions relatives aux personnes handicapées à mobilité réduite, au regard du règlement de sécurité visé par l'article R 123.12 du Code de la construction et de l'habitation, concernant la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, ainsi que les règles analogues résultant de l'application du Code du travail.

Les interventions de cette nature ne concernent pas la sécurité du chantier. Elles concernent en revanche la sécurité des dispositifs d'entretien prévus (échafaudages mobiles de nettoyage, échelles mobiles, etc.).

Cette mission S porte sur les ouvrages et éléments d'équipements faisant partie des marchés qui participeront à l'opération et qui sont visés du point de vue de la sécurité des personnes par la réglementation technique applicable à la construction du fait de sa destination, en tenant compte notamment des contraintes résultant des mesures de protection contre l'intrusion.

La mission de base S est étendue aux ouvrages et éléments d'équipements existants avant la réalisation des travaux d'aménagement visée à l'article 1.1 du CCP et modifiés ou non par ceux-ci sur les parties de la construction non comprises dans le volume des travaux.

Elle comprend en outre :

- la vérification pendant la phase de conception du projet de la liste des essais et vérifications d'autocontrôle qui figurent dans les documents techniques destinés à la consultation des entreprises de travaux,
- l'avis du titulaire sur les résultats des essais et vérifications d'autocontrôle.

3.3 - Mission Hand

Cette mission est relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées :

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipements concourant à la satisfaction des exigences réglementaires.

Elle comporte notamment la vérification de la notice relative à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite du permis de construire, ainsi que la participation aux réunions concernant ce sujet, en phase de conception et lors de la procédure d'instruction du permis de construire.

En application des articles L. 111-26 et R.111-19-19 du Code de la construction et de l'habitation, la mission du titulaire comporte également la rédaction du dossier permettant de vérifier la conformité de travaux de

construction, d'aménagement ou de modification d'un établissement recevant du public avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées. Ce dossier devra être rédigé conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2007 du ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables.

*** ATT HAND :** Etablissement de l'attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées. Les textes de référence utilisés pour l'exécution de la mission sont les articles R. 111-18 à R. 111-19-12 du Code de la construction et de l'habitation relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public, et leurs arrêtés d'application.

3.4 - Mission F relative au fonctionnement des équipements

Outre les éléments figurant à l'annexe A du décret n°99-443 du 28 mai 1999, la mission portera également sur les installations électriques intérieures de courants faibles (informatique, téléphonie, sécurité incendie, sûreté, GTB, etc.).

3.5 – Mission Ph relative à l'isolation acoustique des bâtiments

La mission du titulaire a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires quand elles existent ou aux prescriptions contractuelles retenues par l'acheteur relativement à l'isolation et les qualités acoustiques des bâtiments.

3.6 - Mission Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie

La mission du titulaire a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires et programmatiques relatives à l'isolation thermique et aux économies d'énergie.

3.7 - Mission GTB relative à la Gestion technique des bâtiments

La mission du titulaire a pour objet de contribuer à prévenir les aléas techniques qui découlent d'un mauvais fonctionnement du système de gestion technique du bâtiment (GTB). Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité pour le système de GTB d'assurer, à la mise en exploitation, le service demandé dans le cahier des charges imposé par le maître de l'ouvrage aux entreprises.

3.8 - Contrôle initial des installations électriques (VIEL)

Cette mission concerne la vérification exhaustive des installations électriques au titre de la protection des travailleurs.

3.9 – Mission ENV relative à l'environnement

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôleur technique contribue au titre de la mission ENV sont ceux qui, générateurs d'incendie et d'explosion, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 4 - ELEMENTS DE MISSION

Les prestations décrites dans le présent article pourront être exécutées en plusieurs parties.

Chacune des missions confiées au titulaire sera constituée à partir des éléments de mission principaux suivants :

- Examen des documents de conception : éléments APS et permis de construire, déclaration de travaux, APD, PRO établis par la maîtrise d'œuvre ;
- Examen des documents d'exécution : plans d'exécution (PEO) et notes de calculs établis par les entreprises ;

- Examen sur chantier des ouvrages et des éléments d'équipements : éléments de suivi de travaux ;
- Opérations préalables à la réception et remise des ouvrages ;
- Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION DES MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE

5.1 – Dispositions générales

Le titulaire intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement pendant laquelle les interventions du titulaire sont demandées par l'acheteur.

Le titulaire s'engage à accomplir tous les actes qui apparaissent nécessaires, compte tenu des natures et domaines d'intervention qui lui sont confiés par le présent contrat, pour mettre en garde l'acheteur contre les conséquences dommageables de dispositions prises par l'entrepreneur pour assurer la qualité de l'exécution. Le titulaire est juge, sous sa responsabilité, du caractère de nécessité des actes en cause.

Ces actes comprennent en tout premier lieu l'évaluation technique du projet par rapport aux dispositions des documents réglementaires et normatifs existants.

D'une manière générale, le titulaire doit examiner les dispositions prises, les calculs effectués et les plans fournis par tous les intervenants dans la conception et la réalisation de l'ouvrage.

Tout au long de la conception, jusque et y compris les calculs et détails d'exécution, les interventions du titulaire comportent l'examen critique des documents, pièces écrites ou dessins fournis par les constructeurs, par leurs sous-traitants et éventuellement par les fabricants d'équipements rendus solidaires par l'article 1792-4 du Code civil et en particulier :

- examen des dispositions du programme pouvant avoir une incidence d'ordre technique sur les ouvrages et les équipements ;
- examen des hypothèses retenues pour la détermination des caractéristiques techniques des ouvrages et des éléments d'équipement soumis au contrôle et destinés à la consultation des entreprises ;
- examen des conditions d'appels d'offres pouvant avoir une incidence d'ordre technique sur les ouvrages et les équipements notamment la qualification exigée pour les entreprises ;
- examen des modifications apportées au dossier d'appels d'offres et retenues par la maîtrise d'ouvrage.

Ces examens et vérifications se concrétisent par des avis rédigés dans une forme accessible à l'acheteur à qui ils sont destinés et signés par le responsable technique autorisé visé à [l'article 1.7](#) du présent CCP.

L'intervention du titulaire pendant l'exécution des travaux comporte autant de visites de chantier qu'il est nécessaire pour renseigner l'acheteur sur le respect, par les entreprises, des clauses concernant le calcul, le dessin des détails d'exécution, sur la qualité de l'exécution et les dispositions prises pour l'assurer, notamment lors des phases particulièrement importantes de celle-ci. La mission du titulaire n'implique pas qu'il doive nécessairement assister aux réunions de chantier.

La mission du titulaire peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction a été normalement surveillée et qu'elle est appropriée au projet ; dans ce but, il doit notamment signaler à l'acheteur les essais qu'il estime nécessaires.

Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet.

Si ce responsable n'est pas l'agent visé à [l'article 1.7](#) du présent CCP, il opère sous la responsabilité personnelle et par délégation de cet agent désigné.

Le titulaire, informé de la date à laquelle il est procédé aux opérations préalables à la réception, fournit avant cette date à l'acheteur, un rapport récapitulatif signalant en particulier ceux de ses avis qui n'ont pas été suivis d'effet. Il n'est pas tenu d'assister aux opérations préalables à la réception.

Durant la période de parfait achèvement qui suit la réception, le titulaire continue à fournir ses avis comme ci-dessus. A la fin de cette période, il établit un second rapport récapitulatif selon un plan identique au premier.

Pour ce qui concerne la sécurité des personnes, le titulaire donne son avis sur l'application des divers règlements de sécurité. Lorsque de tels règlements n'existent pas, il attire l'attention de l'acheteur sur les dispositions du projet qui risquent de mettre en cause la responsabilité de l'acheteur et des constructeurs en cas d'accidents corporels survenant aux occupants.

Le titulaire doit dans ses avis, se référer aux documents relatifs au domaine de la construction (ou motiver les raisons pour lesquelles il s'en écarte) tels que :

- textes législatifs et réglementaires,
- fascicules du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux,
- textes techniques de caractère normatif suivants :
 - . normes françaises, y compris les normes européennes transposées,
 - . règles et prescriptions techniques DTU,
 - . avis techniques, appréciations techniques d'expérimentation et agréments techniques européens,
 - . règles professionnelles dans les domaines non couverts par les textes précités.

Toutefois, dans les domaines où il n'existe pas de règles ou de connaissances précises, il est admis que dans ses avis le titulaire se borne à attirer l'attention de l'acheteur sur les risques encourus.

Le titulaire s'engage à agir avec toute la diligence souhaitable et à mettre en œuvre les moyens qui permettent d'éviter autant que faire se peut les surcoûts et les retards évitables qui peuvent découler de son intervention.

De son côté, l'acheteur prendra les dispositions nécessaires pour :

- informer dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études, et d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat ;
- donner au titulaire copie du dossier de sécurité et éventuellement de ses modificatifs ;
- fournir au titulaire tous plans descriptifs et notes de calculs ;
- assurer au titulaire le libre accès aux chantiers et autres lieux d'exécution des travaux intéressant la construction pour laquelle son intervention a été requise ;
- prévenir en temps utile le titulaire des dates de commencement des travaux et des phases essentielles de leur exécution ainsi que des dates des opérations préalables aux réceptions des ouvrages et lui communiquer les procès-verbaux de ces réceptions ;
- tenir informé le titulaire de la suite réservée à ses avis. Pendant l'exécution des travaux, le titulaire adresse directement au maître d'œuvre et à l'entrepreneur une copie pour information de ses avis et rapports et à l'acheteur si celui-ci le lui demande ;
- et d'une façon générale, permettre au titulaire d'exercer sa mission dans les conditions normales d'efficacité et de sécurité.

Si le titulaire n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler à l'acheteur.

Il est interdit au titulaire de participer à la conception des ouvrages, à l'exécution des travaux, à leur métré, et de donner des ordres aux constructeurs. Cette disposition ne fait pas obstacle à la proposition de solutions par ce dernier pour contribuer à la résolution de problèmes techniques, tant en phase de conception que d'exécution.

Il est précisé que chaque phase décrite [aux articles 5.2 à 5.4](#) du présent CCP correspond à une partie technique au sens de l'article 22 du CCAG-PI.

5.2 – Intervention en phase de conception

L'intervention du titulaire en phase de conception correspond à la phase « Examen des documents de conception » telle que décrite à l'annexe B du CCTG applicable aux marchés de contrôle technique, compte tenu des précisions et compléments ci-après.

Durant toute la phase d'études, le titulaire participera aux réunions organisées par l'acheteur et le maître d'œuvre dont l'ordre du jour concerne les éléments soumis au contrôle.

Lors de ces réunions et entre celles-ci, le titulaire examinera les documents de conception au fur et à mesure de leur réalisation, émettra ses avis et proposera le cas échéant les solutions supplétives qu'il jugera opportun.

Ces avis seront récapitulés à chaque phase d'étude définie ci-après dans le rapport qui sera remis à l'acheteur en cinq exemplaires à l'issue de chacune de ces phases.

5.2.1- Intervention en phase APS

Le titulaire remettra notamment dans le cadre de son intervention en phase APS :

- Une note de présentation et d'analyse qui est transmise à l'appui du dossier d'avis sur travaux à la Commission de Sécurité. Cette note de présentation devra préciser les caractéristiques du projet au regard de la sécurité, sa conformité aux règlements ou à défaut les dérogations demandées et leurs justifications ;
- Une note de présentation et d'analyse qui est transmise à l'appui du dossier de Permis de Construire précisant les caractéristiques du projet au regard de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, sa conformité aux règlements ou à défaut les dérogations demandées et leurs justifications.

5.2.2- Intervention en phase APD

Le titulaire participera aux réunions de présentation du projet aux organismes chargés de l'instruction du permis de construire qui auront lieu pendant cette phase d'études.

D'autre part, les conditions de l'appel d'offres et notamment la définition des lots seront réalisées lors de cette phase. Le titulaire examinera ces conditions pouvant avoir une incidence d'ordre technique sur les ouvrages et équipements soumis au contrôle, et notamment la qualification exigée des entreprises.

5.2.3- Intervention en phase PRO-DCE

Le rapport du titulaire remis à l'issue de cette phase constituera le Rapport Initial du Contrôleur Technique au sens du CCTG applicable aux marchés publics de contrôle technique, qui comportera notamment :

- L'examen des hypothèses retenues pour la détermination des caractéristiques techniques des ouvrages et des éléments d'équipement soumis au contrôle et destinés à la consultation des entreprises ;
- L'examen et les avis sur la liste des documents techniques de référence listés par la maîtrise d'œuvre dans les CCTP (CCTG, normes NF et européennes, DTU, etc.) ;
- L'examen et les avis sur les cahiers des charges des essais et mesures prévus aux CCTP ;
- L'examen des modifications apportées au dossier d'appels d'offres et retenues par la maîtrise d'ouvrage.

5.2.4- Intervention en phase ACT

L'analyse des candidatures et des offres remises dans le cadre de la consultation des entreprises relève des missions du maître d'œuvre.

Cependant, des variantes pourront avoir été proposées par les entreprises qui seraient susceptibles de modifier les hypothèses ayant conduit le titulaire à émettre un avis favorable dans le rapport remis à l'issue de la phase PRO-DCE.

Dans ces conditions, l'acheteur transmettra au titulaire les descriptifs de ces variantes, afin que celui-ci puisse donner son avis sur celles-ci dans le cadre de l'analyse des offres.

5.3 – Intervention en phase de réalisation

L'intervention du titulaire pendant l'exécution des travaux comporte autant de visites de chantier qu'il est nécessaire pour renseigner l'acheteur sur le respect, par les entreprises, des clauses concernant le calcul, le dessin des détails d'exécution, sur la qualité de l'exécution et les dispositions prises pour l'assurer, notamment lors des phases particulièrement importantes de celle-ci.

La mission du titulaire peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction a été normalement surveillée et qu'elle est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler à l'acheteur les essais qu'il estime nécessaires.

Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet. Si ce responsable n'est pas l'agent visé à [l'article 1.7](#) du présent CCP, il opère sous la responsabilité personnelle et par délégation de cet agent désigné. Ces avis sont adressés directement au maître d'œuvre et à l'OPC par le titulaire qui en adresse également une copie à l'acheteur et à l'entreprise concernée.

La mission du titulaire comporte notamment les éléments suivants :

- Examen des documents d'exécution : PEO et notes de calculs établis par les entreprises, visas des plans d'exécution, des plans de phasage, de procès-verbaux d'essais, avis techniques et notes de calcul ;
- Examen sur chantier des ouvrages et des éléments d'équipements et établissement de comptes rendus de conformité(s) ou d'anomalie(s) suite aux examens sur le chantier ;
- Récapitulatifs mensuels des avis émis non suivis d'effet ou en attente de réponse ;
- Participation aux essais et vérification de leurs résultats ;
- Participation aux opérations préalables à la réception et à la remise des ouvrages : le titulaire, informé de la date à laquelle il est procédé aux opérations préalables à la réception, fournit avant cette date à l'acheteur, un rapport récapitulatif signalant en particulier ceux de ses avis qui n'ont pas été suivis d'effet ;
- Fourniture des documents établissant la conformité des ouvrages construits aux dispositions présentées à la Commission de Sécurité et fourniture à l'acheteur d'un rapport complet destiné notamment à la Commission de Sécurité préalablement à l'ouverture des locaux au public.
- Participation à la réunion de la Commission de Sécurité ;
- Etablissement d'un Rapport Final de Contrôle Technique (RFCT) ;
- Établissement du Rapport de Vérification Réglementaire après Travaux (RVRAT) ;
- A l'issue des travaux, une attestation de vérification d'accessibilité devra être établie et jointe à la déclaration d'achèvement des travaux.

5.4 – Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement

Durant la période de garantie de parfait achèvement, la mission du titulaire comporte les mêmes tâches que celles à exécuter en phase de réalisation pour les travaux qui sont réalisés durant cette période.

A l'issue de cette période, il établit la mise à jour du RVRAT, ce second rapport récapitulatif reprenant un plan identique au rapport précédent.

ARTICLE 6 - PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT DE LA MISSION

Le prix rémunérant les prestations objet du marché est un prix global et forfaitaire.

6.1 - Forme et contenu des prix

Les prix du marché sont exprimés hors TVA. Les montants des acomptes et du solde seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement.

Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévu dans le marché, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

Le prix rémunérant les prestations du marché comprend toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

En complément des dispositions de l'article 10.1 du CCAG-PI, il est précisé que le prix du marché inclut tous les frais résultant de l'exécution des missions confiées au titulaire y compris les assurances que le titulaire doit souscrire au titre de sa responsabilité civile professionnelle et sa responsabilité civile décennale. Ces frais incluent notamment ceux relatifs :

- aux tirages et à diffusion des documents écrits et graphiques que le titulaire doit établir dans le cadre de l'exécution de ses missions,
- aux achats, à la location et à la maintenance de matériels nécessaires à l'exécution des prestations confiées au titulaire.

Les frais de reprographie sur site seront pris en compte sur le compte des dépenses communes.

6.2 - Détermination des prix de règlement

Les répercussions sur tous les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations définies ci-après.

6.2.1 - Nature des prix

Les prix du marché sont révisables.

6.2.2 - Mode d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois « M ZERO » (m0) fixé dans l'acte d'engagement.

6.2.3 - Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du titulaire faisant l'objet du marché est l'index ingénierie ING – Base 2010 (identifiant 001711010) publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques.

6.2.4 - Modalités de révision des prix

Les prix sont révisables selon la formule suivante :

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 (I_m - I_0 / I_0)]$$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé ;

- P_0 est le prix initial indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « M ZERO » ;
- au dénominateur, figure la valeur de l'indice correspondant aux paramètres pour le mois antérieur de 4 mois au mois « M ZERO » (I_{m0-4}) ;
- au numérateur, figure la valeur de ce même indice à une date antérieure de 4 mois au mois d'exécution des prestations (I_{m-4}).

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires seront effectués avec au minimum quatre décimales et le coefficient applicable à P_0 arrondi, le cas échéant, au millième supérieur.

6.3 - Modalités de règlement

6.3.1 - Avance

Conformément à l'article 11.1 du CCAG-PI, l'acheteur retient l'option A et fixe le taux d'avance. Ainsi, le montant de l'avance est fixé à 5% (cinq pour cent).

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 10 % lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Le versement de l'avance et son remboursement sont effectués conformément aux articles R. 2191-3 à R. 2191-18 du Code de la commande publique.

Pour le versement et le remboursement de l'avance, chaque tranche ferme ou optionnelle est considérée comme un marché distinct.

6.3.2 - Acomptes

Par dérogation aux articles 11.2 à 11.7 du CCAG-PI, le règlement des acomptes s'effectue dans les conditions définies au présent article.

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état des prestations exécutées dans les conditions et dont la fréquence sont définis ci-après.

En application des articles 11.2, 11.4.1 et 11.5.2 du CCAG-PI, l'échéancier des paiements obéira au tableau ci-après :

Mission du titulaire	Date d'exigibilité
Intervention en phase APS	100% à la remise de l'avis sur le dossier d'étude
Intervention en phase APD	60% au prorata temporis de l'avancement des études selon périodicité mensuelle 40% à la remise à la remise de l'avis sur le dossier d'étude
Intervention en phase PRO-DCE	60% au prorata temporis de l'avancement des études selon périodicité mensuelle 40% à la remise à la remise de l'avis sur le dossier d'étude
Intervention en phase ACT	100% au prorata des montants des projets de marchés travaux analysés
Intervention en phase DET	100% au prorata temporis d'avancement des travaux selon périodicité mensuelle
Intervention en phase AOR	80% au prorata temporis d'avancement de la réception 10% à la remise du RFCT 10% à la remise du RVRAT

Intervention en période de garantie de parfait achèvement	100% à l'achèvement du délai de garantie ou de sa prolongation par l'acheteur
---	---

Etat périodique :

L'état périodique établi par le titulaire indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché, par référence aux éléments constitutifs de la mission. L'état périodique sert de base à l'établissement par le titulaire du projet de décompte périodique auquel il est annexé.

Projet de décompte périodique :

Le projet de décompte correspond au montant des sommes dues au titulaire, résultant des prestations effectuées depuis le début du marché. Ce montant est évalué en prix de base. Le projet de décompte périodique comporte les éléments définis à 11.3 du CCAG-PI.

L'acheteur accepte ou rectifie le projet de décompte périodique et dresse un état d'acompte périodique.

Acompte périodique :

Le montant de l'acompte périodique de la période P à verser au titulaire est déterminé par l'acheteur qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- le montant du décompte périodique ci-dessus ;
- l'avance et, dès que nécessaire, sa part de récupération ;
- les pénalités éventuelles appliquées ;
- le surcoût des prestations éventuellement réalisées aux frais et risques du titulaire ;
- l'incidence de la révision des prix appliquée conformément à l'article 6.2.4 ci-dessus sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente P-1 ;
- l'incidence de la TVA ;
- le montant total de l'acompte à verser augmentée éventuellement des intérêts moratoires dûs.

L'acheteur notifie au titulaire l'état d'acompte ; s'il modifie le décompte périodique remis par le titulaire, il joint le décompte modifié.

Le paiement de l'acompte interviendra dans le délai global de paiement fixé à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique. Ce délai court à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Conformément à l'article L. 2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire du marché ainsi que ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct transmettent leurs factures sous forme électronique. Les factures doivent être transmises via le portail CHORUS PRO accessible par internet à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr> ; soit :

- En déposant ses factures en version PDF,
- En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Pour connaître les préalables techniques et toutes les informations complémentaires : <https://communaute.chorus-pro.finances.gouv.fr/>.

Par dérogation aux dispositions de l'article 11.2 du CCAG-PI, la gestion des acomptes pour le titulaire peut être assurée par traitement informatique, actuellement EDIFLEX, qui prend en charge le dépôt et la transmission des factures dématérialisées sur le serveur CHORUS PRO dans les conditions fixées à l'annexe n°3 du présent CCP. Un paramétrage doit être mis en œuvre au préalable.

6.3.3 – Paiement du solde - Décompte final - Décompte général

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-PI, le paiement du solde du marché est effectué dans les conditions suivantes.

Après réception des prestations faisant l'objet du marché ou, si le marché est fractionné, d'une phase assortie d'un paiement partiel définitif, le titulaire doit adresser à l'acheteur le décompte final du marché accompagné de sa demande de paiement pour solde.

Ce décompte établit le montant, en prix de base, des sommes auxquelles le titulaire peut prétendre du fait de l'exécution du marché. Il est remis à l'acheteur, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou contre récépissé dûment daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet, dans un délai de **30 jours calendaires** à compter de la date de notification de la décision de réception des prestations.

Le décompte final est accepté ou rectifié par l'acheteur pour tenir compte, le cas échéant, de l'application des termes correctifs, pénalités ou sommes mises au frais et risques visés aux articles correspondants du présent CCP.

L'acheteur accepte ou rectifie le décompte final, puis établit le décompte général. Le décompte général est établi dans les mêmes conditions que celles définies pour l'établissement des acomptes mensuels.

Ce décompte général est notifié au titulaire avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- 15 jours calendaires à compter de la réception du décompte final ;
- 15 jours calendaires après la parution de l'index permettant la révision du solde.

Le titulaire dispose d'un délai de **30 jours calendaires** pour remettre à l'acheteur le décompte général signé, avec ou sans réserve, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer. Passé ce délai et par dérogation à l'article 43 du CCAG-PI, le décompte général est réputé accepté par le titulaire. Il devient ainsi le décompte général et définitif.

Le paiement du solde interviendra dans le délai global de paiement fixé à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique. Ce délai court à compter de la date de réception du décompte général et définitif par l'acheteur.

En cas de contestation du titulaire sur le montant de la somme due, l'acheteur procède, dans les délais prévus au précédent alinéa, au paiement des sommes qu'il a admises au titre du décompte général. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du désaccord.

ARTICLE 7 - ARRET DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies aux [articles 5.2 à 5.4](#) du présent CCP.

La décision d'arrêter l'exécution entraîne la résiliation du marché conformément aux dispositions fixées à l'article 22 du CCAG-PI.

Dans le cas d'arrêt momentané des prestations pour des causes non imputables au titulaire, le forfait de rémunération sera éventuellement modifié en fonction des incidences de l'allongement des délais dans les conditions précisées à l'article 9.3 du présent CCP. Un avenant fixera les nouvelles conditions.

ARTICLE 8 - RESILIATION

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG-PI (articles 36 à 42) avec les précisions et dérogations suivantes :

8.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Si l'acheteur décide la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 40 du CCAG-PI, le titulaire a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision. Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à **4%** (quatre pour cent).

8.2 - Résiliation du marché aux torts du titulaire

Par dérogation à l'article 41.3 du CCAG-PI, si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 39.1 du CCAG-PI, le marché est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par l'acheteur est rémunérée avec un abattement de **5%** (cinq pour cent). Le pourcentage d'abattement est fixé à **10%** (dix pour cent), si la résiliation est prononcée dans les cas prévus au c), j) et k) de l'article 39.1 du CCAG-PI.

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le titulaire est défaillant.

Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé à **7 jours** à dater de la réception de la mise en demeure.

8.3 - Résiliation pour perte de l'agrément de contrôleur technique

En cas de non-renouvellement ou de perte de l'agrément du titulaire portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci est résilié de plein droit et dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

8.4 – Exécution de la prestation aux frais et risques

En application de l'article 27 du GGAG-PI, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-PI, la mise aux frais et risques peut intervenir même en l'absence d'une décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

ARTICLE 9 – DUREE DU MARCHE – DELAIS D'EXECUTION - PENALITES DE RETARD - PROLONGATION DE DELAI

9.1 – Durée du marché

La tranche ferme prend effet à compter de la date de notification du marché au titulaire et prend fin à la date d'achèvement des missions confiées au contrôleur technique objet de la tranche ferme.

A titre indicatif, la durée prévisionnelle de la tranche ferme est estimée à 9 mois à compter de la notification du marché.

La tranche optionnelle prend effet à compter de la date de notification au titulaire de la décision d'affermissement et prend fin à la date d'achèvement des missions confiées au contrôleur technique objet de la tranche ferme dans les conditions définies à l'article 10 du CCP.

A titre indicatif, la durée prévisionnelle de la tranche optionnelle est estimée à 41 mois à compter de la notification au titulaire de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle (y compris période de GPA).

9.2 – Délais prévisionnels d'exécution des prestations

9.2.1 Délais en phase de conception

Les délais dont le titulaire dispose pour remettre son rapport, à compter de la réception des documents correspondants sont les suivants :

Intervention en phase APS	Deux (2) semaines
Intervention en phase APD	Deux (2) semaines
Intervention en phase PRO-DCE	Trois (3) semaines
Intervention en phase ACT	Une (1) semaine

9.2.2 Délais en phase de réalisation et de période de garantie de parfait achèvement

Le titulaire dispose d'un délai de **sept (07) jours** pour l'examen des documents d'exécution à compter de la réception de ceux-ci.

Le titulaire dispose d'un délai de **deux (02) mois**, à compter de la réception de la demande de l'acheteur, pour remettre son RFCT, ainsi que le RFCT mis à jour à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement.

Le titulaire dispose d'un délai de **deux (02) semaines**, à compter de la réception de la demande de l'acheteur, pour remettre son RVRAT, ainsi que le RVRAT mis à jour à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement.

Le titulaire dispose d'un délai **d'une (01) semaine**, à compter de la réception de la demande de l'acheteur, pour remettre son attestation de vérification d'accessibilité.

9.3 – Dépassement du délai d'exécution non imputable au titulaire

En cas de dépassement du délai de réalisation des études du maître d'œuvre, il ne sera pas alloué de rémunération complémentaire au titulaire.

Dès que le titulaire est en mesure de constater que le délai d'exécution des travaux tel que défini dans le planning prévisionnel sera dépassé, il en avise l'acheteur par écrit.

Le titulaire établit alors une proposition, accompagnée d'un mémoire justificatif détaillé, sur la base des prix correspondant indiqués dans la DPGF, de la nature et de la composition de l'équipe qu'il juge nécessaire pour mener à terme sa mission en fonction des nouveaux objectifs fixés par l'acheteur.

Le montant de cette proposition ne pourra dépasser le montant de la rémunération moyenne mensuelle en phase de suivi des travaux (défini par la division du montant indiqué pour la phase « intervention en phase DET » dans la DPGF par la durée en mois des travaux telle qu'elle apparaît à l'annexe n°2 du CCP), multiplié par le nombre de mois de décalage **minoré de 3 mois**.

Sur la base de cette proposition et après négociations avec l'acheteur, un avenant au présent contrat est établi.

9.4 – Prolongation du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-PI, le titulaire est dispensé de signaler les causes qui sont le fait de l'acheteur ou qui proviennent d'un événement ayant le caractère de force majeure et qui viendraient à faire obstacle à l'exécution de son marché.

Dans ces cas, la prolongation de délai est accordée par décision unilatérale de l'acheteur.

9.5 – Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, le titulaire encourt les pénalités définies au présent article.

Toutes les pénalités issues des articles 9.5.2 à 9.5.6 du présent CCP ne sont pas assujetties à la TVA. Les pénalités ne sont pas révisables.

9.5.1 - Généralités

L'application des pénalités sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du titulaire.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-PI, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard ou du manquement et sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI.

Il ne sera pas appliqué de pénalités de retard si le retard est imputable au maître d'ouvrage.

Les pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

9.5.2 Dépassement des délais de production des documents

En cas de retard dans la remise d'un document, le titulaire encourt une pénalité par jour calendaire de retard fixée comme suit :

100 € HT pour les rapports d'examen relatifs à chaque phase de conception et pour le RVRAT.

100 € HT par document pour les avis sur documents d'exécution.

9.5.3 - Production des documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du Code du travail

Sur demande écrite de l'acheteur, le titulaire produira les documents visés à [l'article 1.10](#) du présent CCP (article D. 8222-5 et -7 du Code du travail). Une pénalité **100 € HT** par jour de retard sera appliquée en cas de retard dans la production des documents, dans le délai que l'acheteur aura fixé dans sa demande.

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, le montant des pénalités est au plus égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

9.5.4 - Production des attestations d'assurance de responsabilité civile en cours de chantier et après travaux et de responsabilité civile décennale

Conformément à [l'article 11.2](#) du présent CCP, le titulaire est tenu de communiquer à l'acheteur ses attestations d'assurances dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : **100 € HT** par jour de retard.

9.5.5 - Transmission des contrats de sous-traitance à l'acheteur

Conformément à [l'article 1.6](#) du présent CCP, le titulaire est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque celui-ci en fait la demande.

En cas de retard dans la remise de ces documents et par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-PI, la pénalité suivante sera appliquée : **100 € HT** par jour de retard.

9.5.6 - Non-déclaration de changement de domiciliation bancaire

L'absence de déclaration de changement de domiciliation bancaire se verra sanctionnée de pénalités dont le montant sera égal aux intérêts moratoires induits par le retard de paiement qui en aura résulté.

ARTICLE 10 - ACHEVEMENT DE LA MISSION

Les missions dues par le titulaire au titre de la tranche optionnelle s'achèvent à la fin du délai de « parfait achèvement » (prévus à l'article 44 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception des ouvrages ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement des missions intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement des missions du titulaire font l'objet d'une décision établie sur sa demande par l'acheteur dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

ARTICLE 11 - CLAUSES DIVERSES

11.1 - Cautionnement - Retenue de garantie

Le marché ne prévoit pas de retenue de garantie. Le recouvrement des sommes dont le titulaire serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

11.2 - Assurances

11.2.1 - Assurance décennale

Le titulaire est tenu de s'assurer pour garantir sa responsabilité décennale.

La police sera souscrite auprès d'une compagnie dûment agréée par la Direction des Assurances et comportera des garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

11.2.2 - Responsabilité professionnelle autre que décennale

Le titulaire devra être titulaire d'une police d'assurance souscrite auprès d'une compagnie notoirement solvable, destinée à couvrir ses responsabilités civiles et professionnelles, autres que décennales, pour un montant en rapport avec l'importance des prestations objet du présent marché.

11.2.3 - Assurance complémentaire

Le titulaire devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par l'acheteur pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

11.2.4 - Justification

Le titulaire du présent marché devra justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la date de la notification du marché, et ensuite chaque année à l'échéance, qu'il est bien titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile professionnelle et décennale découlant des dispositions des articles 1792, 1792-1 et suivant et à l'article 2270 du Code Civil. Ce contrat sera souscrit auprès d'un assureur pratiquant habituellement la souscription des garanties prévues à l'article L. 241-1 du Code des assurances avec une marge de solvabilité qui devra être jugée comme suffisante par rapport à la moyenne constatée sur le marché français de l'assurance pour l'année écoulée.

La liste exacte des activités pour lesquelles le titulaire est garanti et les montants des garanties seront détaillés dans l'attestation. Ce contrat comportera une clause assurant le maintien de la garantie pour toute la durée de la responsabilité pesant sur l'assuré pour tous les chantiers ouverts pendant la durée de validité de celui-ci.

De plus il sera souscrit avec abrogation de la règle proportionnelle dans tous les cas et il garantira également les sous-traitants de niveau 1 (mais uniquement pour les activités pour lesquelles le titulaire est garanti à titre principal).

Le titulaire du présent marché fera insérer à ses différents contrats une clause stipulant que celui-ci s'engage à aviser l'acheteur lors d'une éventuelle mise en demeure de paiement de prime (L. 113-3 du Code des assurances) ainsi qu'à l'occasion de la résiliation du contrat quelque en soit le motif.

Une attestation semblable devra être fournie à l'ouverture du chantier.

En cas de retard dans la remise des documents visés au présent article, le titulaire encourt la pénalité fixée à [l'article 9.5.4](#) du présent CCP.

ARTICLE 12 - UTILISATION DES RESULTATS

L'utilisation des résultats est réalisée conformément aux dispositions du chapitre 6 (articles 32 à 35) du CCAG-PI, lequel définit la notion de résultats ainsi que le régime applicable à ces résultats.

Conformément à l'article 35.1.2 du CCAG-PI, il est précisé que l'ensemble des résultats de la présente mission ont un caractère confidentiel et font donc l'objet d'une cession à titre exclusif, telle qu'énoncée à l'article 35.2.1, 3° du CCAG-PI.

Le titulaire cède à l'acheteur les droits patrimoniaux du droit d'auteur afférents aux résultats pour les finalités et besoins d'utilisation ci-après définis. Cette cession couvre les résultats à compter de leur réception pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur.

L'acheteur dispose du droit d'utiliser les résultats pour les besoins découlant de l'objet du marché, notamment en vue de la réalisation des travaux objet de l'opération.

Les données générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur.

Une fois les résultats transmis par le titulaire, l'acheteur ne peut en aucun cas modifier, adapter ou transformer ces documents.

L'acheteur peut librement publier les résultats sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité.

Les résultats ne peuvent pas faire l'objet d'une exploitation à titre commercial par le titulaire. Si ce dernier souhaite communiquer les résultats à tout tiers au marché (hors obligation légale de transmission des documents auquel il est soumis), le titulaire doit préalablement en informer l'acheteur et obtenir son accord express.

Le prix de la cession de droits est forfaitairement compris dans le prix global et forfaitaire du marché.

ARTICLE 13 - OBLIGATION DE DISCRÉTION

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa mission.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le présent marché.

ARTICLE 14 – REGLEMENT DES LITIGES

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de Paris.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

ARTICLE 15 TRAITEMENT DES DONNEES ESSENTIELLES AYANT LE CARACTERE DE DONNEES PERSONNELLES

15.1 - Le traitement des données essentielles du marché public

L'OPPIC est tenu de publier les données essentielles du présent marché sur son profil acheteur, conformément à l'article L. 2196-2 du Code de la commande publique, étant précisé que cette publication rend les données publiques.

A ce titre, l'identification du titulaire est obligatoirement publiée conformément à l'article R. 2196-1 du Code de la commande publique et à l'arrêté du 22 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des marchés publics.

15.2 - Le traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles

Dès lors que l'identification du titulaire constituerait une donnée personnelle (au sens du règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés), le traitement des données concernées sera réalisé conformément aux dispositions issues de ces mêmes textes.

La licéité du traitement est fondée sur l'obligation légale de publication des données essentielles du marché public, au sens des textes susvisés à l'article 15.1 du présent CCP.

La finalité poursuivie par ce traitement correspond à la mise en conformité avec l'obligation de publication des données essentielles conformément à l'objectif de transparence dans les procédures de passation des marchés publics et à l'ouverture des données en commande publique. Seules les données nécessaires à la poursuite de cette finalité du traitement seront traitées.

Les données seront conservées pour une durée minimale de cinq ans après la fin de l'exécution du marché sur le profil acheteur à l'exception des données essentielles dont la divulgation serait devenue contraire aux intérêts en matière de défense ou de sécurité ou à l'ordre public.

Les données traitées seront disponibles au public en ligne sur le profil acheteur de l'OPPIC (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Le titulaire prend à sa charge l'obligation d'information des personnes physiques dont il communique des données personnelles dans le cadre du présent marché. A titre d'information du titulaire, cela concerne notamment les éventuels contacts administratifs, financiers, ou personnes habilitées à engager juridiquement la personne morale. Cette obligation est étendue, si nécessaire, aux sous-traitants.

Sous réserve de l'exécution de son obligation légale de publication par l'OPPIC et conformément à la réglementation en vigueur sur la protection des données, le titulaire bénéficie du droit de demander à l'OPPIC l'accès aux données personnelles, la rectification ou l'effacement de celles-ci, leur portabilité, la limitation du traitement relatif à la personne concernée, ou de s'opposer au traitement.

Pour toute demande d'information, le titulaire peut s'adresser au Délégué à la Protection des Données de l'OPPIC.

Le titulaire peut porter une réclamation devant la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

ARTICLE 16 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-PI, le présent CCP ne récapitule pas la liste des articles du CCAG susvisé auxquels il déroge.